

Séance du 27 Février 2024

DELIBERATION N° 2024-02-27-01

Objet : DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024

Nombre de membres en exercice : 62

Nombre de membres présents : 36

Nombre de pouvoirs : 2

Nombre de suffrages exprimés : 37

VOTES contre : 0 - Pour : 37

Date de convocation : 07 Février 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le vingt-sept février à 14h15, le comité du Syndicat Départemental des Energies de la Creuse, légalement convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. MAVIGNER André, Président.

Etaient présents :

M. Roger BOURLIAUD
M. Bernard TOURAND
M. Gérard STEINER
M. Jean-Pierre BONNAUD
M. André MAVIGNER
M. Jean-Pierre DUGAY
M. Gérard CHAUFFREY
M. Jean-Paul LAMATIERE
M. Jacques MALIVERT
M. Sylvain DUQUEROIX
M. Camille CARCAT
M. Philippe GUETAT

M. Didier THEVENET
M. Gérard THOMAZON
M. Jacques BONNAUD
Mme Madeleine DUMOND
M. François CHATELAIN
M. Jean-Pierre VIGIER
M. Philippe LECAS
M. Franck ROUSSILLAT
M. Patrick BOURBIER
M. Christian ARNAUD
M. Jacques VELGHE
M. Pierre AUGER

M. Henri LECLERE
M. Julien CHEBANCE
M. Alain TEXIER
M. Alain MOUILLERAT
M. Éric DUMONT
M. Gilles GARRE
M. Jean-Pierre LAMOUREUX
M. Jean-Roland MATIGOT
M. Gérard CHAPUT
M. Patrick MARIE
M. Serge DURAND
M. Daniel DELPRATO

Etaient excusés :

M. David GRANGE
M. Fabrice BESSEIGE
Mme Bernadette MEANARD
M. Jean-Michel PAMIES
M. Michel COYARD
M. Alain BERTRAND
M. Jean DENEUBOURG
Mme Colette KHEMLICHE
M. Gilles LAMONTAGNE
M. Christian PARDANAUD

M. Christian DESGRANGES
M. Roland DESGRANGES
M. Didier LAMOUREUX
M. Thibaut MERIGONDE
M. Alain CAZALIS
M. Philippe LEFAURE
M. Olivier CAGNON
M. Christophe MOUTAUD
M. Jean-Luc MARTIAL
M. Jean-Paul BRIGNOLI

M. Bruno DALBY
M. Cyril DUCHATEAU
M. Etienne LEJEUNE
Mme Katy BOURLAUD
M. François PERREAUT
M. Cyril VIELMAS
M. Jean-Yves BERNARD
M. Stéphane DUCOURTIOUX
M. Serge FOURTON
M. Georges DESLOGES

Monsieur Jean DENEUBOURG a donné pouvoir à Monsieur Philippe GUETAT.
Monsieur Alain BERTRAND a donné pouvoir à Monsieur Jean-Pierre BONNAUD.
En présence du titulaire, Monsieur Alain TEXIER ne prend pas part au vote.

Longtemps frappées par l'habitude du secret, les administrations ont connu diverses réformes pour intégrer à leurs pratiques des exigences de transparence financière. C'est dans ce contexte d'évolution que le législateur a souhaité, lors de l'adoption de la loi relative à l'administration territoriale de la République (A.T.R.), introduire l'obligation de tenir un débat sur les orientations budgétaires dans les collectivités territoriales comptant plus de 3 500 habitants. La loi NOTRE de 2015 et la loi de programmation des Finances Publiques 2018 ont renforcé ces obligations de transparence.

Dans un délai maximum de dix semaines précédant le vote du budget, les membres de l'assemblée délibérante sont invités à débattre, à partir de l'évolution du contexte financier et budgétaire, des orientations proposées pour l'élaboration du budget à venir.

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des communes de plus de 3 500 habitants, leurs EPA et leurs groupements (Art. L.2312-1, et L.5211-36 du CGCT). Selon la jurisprudence, la tenue du DOB constitue une formalité substantielle, ce qui a pour conséquence que la délibération sur le budget qui n'a pas été précédée d'un tel débat est entachée d'illégalité.

Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni lors de la même séance que le vote du budget.

Une note explicative de synthèse doit être communiquée aux membres des assemblées délibérantes en vue du débat d'orientation budgétaire (DOB), au minimum 5 jours avant la réunion. L'absence de communication aux membres de l'assemblée délibérante de cette note explicative (rapport) constitue un vice revêtant un caractère substantiel et justifie, dès lors, l'annulation de la délibération d'adoption du budget primitif, dans la mesure où elle est intervenue à l'issue d'une procédure irrégulière.

Par ailleurs, cette note doit comprendre des informations sur l'analyse prospective, sur les principaux investissements projetés, sur le niveau d'endettement et sur son évolution. Le rapport de l'exécutif porte sur la stratégie financière et permet de sensibiliser les élus aux contraintes de gestion. Enfin, l'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales précise que les « engagements pluriannuels envisagés » doivent être portés au débat.

Le débat d'orientation budgétaire est donc une étape essentielle de la procédure budgétaire et de la vie démocratique du syndicat. Il permet d'informer les élus sur l'environnement économique et la situation du syndicat, afin d'éclairer leur choix lors du prochain vote du budget primitif.

La tenue du débat d'orientation budgétaire fait l'objet d'une délibération attestant de son organisation, soumise à obligation de transmission au représentant de l'État, accompagnée des éléments d'information fournis aux membres de l'assemblée.

Le DOB n'a aucun caractère décisionnel ; sa teneur doit néanmoins faire l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'État puisse s'assurer du respect de la loi.

C'est l'objet du rapport annexé au présent document « Rapport d'orientation budgétaire 2024 ».

Le Comité Syndical prend acte :

- de la communication du rapport sur les orientations budgétaires pour 2024 ;
- de la tenue du débat sur les orientations budgétaires pour 2024 organisé en son sein.

Pour extrait certifié conforme,
Le Président du Syndicat,
André MAVIGNER